

MINISTÈRE  
DE LA JUSTICE

•  
13 PLACE VENDÔME  
•

LE DIRECTEUR  
DU CABINET  
DU GARDE DES Sceaux

Paris, le 29 Mars 1993

LE GARDE DES Sceaux,  
MINISTRE DE LA JUSTICE,

à

Mesdames et Messieurs les Premiers Présidents  
des Cours d'Appel  
et  
Mesdames et Messieurs les Procureurs généraux  
près lesdites Cours  
et  
Mesdames et Messieurs les Présidents  
des Tribunaux de Grande Instance  
et  
Mesdames et Messieurs les Procureurs  
près lesdits Tribunaux

**OBJET :** Aide juridictionnelle - Homologation des protocoles  
conclus avec les barreaux en matière d'organisation de  
la défense pénale : application de l'article 91 du  
décret n°91.1266 du 19 décembre 1991.

**REF. :** décret n°91.1266 du 19 décembre 1991 (art. 90 et 91)  
décret n°92.1333 du 15 décembre 1992  
circulaire n°120.133 du 23 septembre 1992  
décret n°93.727 du 29 mars 1993 modifiant le décret du  
19 décembre 1991.

**P.J. :** 3 annexes

NOR JUS G : 9360039 C  
CIRCUL. : DAGE/93/9/CAB

La loi du 4 janvier 1993 portant réforme du code de  
procédure pénale a conféré à la personne placée en garde à vue  
des droits nouveaux dont celui de s'entretenir avec un avocat.

Cette extension du champ d'intervention de l'avocat dans la  
procédure pénale impliquait un aménagement du dispositif actuel  
de l'aide juridictionnelle afin de permettre une contribution de  
l'Etat à la rétribution des avocats assurant cette mission  
nouvelle.

./...

Si, à terme, cet aménagement doit se traduire par une adaptation des conditions et mécanismes prévus par la loi du 10 juillet 1991, il est apparu à la fois nécessaire et possible de procéder, au regard des dispositions transitoires relatives à l'exercice du droit à un entretien avec un avocat (cf. articles 63-4 du code de procédure pénale et 231 de la loi du 4 janvier 1993), à la mise en place d'un dispositif assurant une participation de l'Etat à la rétribution par les barreaux des avocats commis d'office.

Celui-ci repose sur l'intégration dans les protocoles relatifs à l'organisation de la défense pénale de dispositions propres aux conditions d'intervention et d'indemnisation des avocats commis d'office pour assurer ces missions nouvelles.

A ce titre, il a été décidé d'une part, d'élever le taux maximum de majoration prévu par l'article 91 du décret n°91.1266 du 19 décembre 1991 qui est porté de 20 à 30 % du montant des rétributions allouées pour les missions d'aide juridictionnelle visées aux rubriques VII et X du barème prévu à l'article 90 (cf. décret n° 93.727 du 29 mars 1993 publié au J.O. du 30 mars 1993 page 5573) et d'autre part, de simplifier les dispositions financières et d'élargir l'assiette de calcul de la majoration.

\* \* \*

\*

Les protocoles visés par l'article 91 ont pour objet, dans le cadre d'une politique contractuelle, d'assurer une amélioration de l'organisation de la défense.

Conclus par les barreaux avec les tribunaux de grande instance près desquels ils sont établis, ces protocoles comportent des engagements d'objectifs assortis de procédures d'évaluation. Leur champ comprend toutes les missions d'assistance des prévenus et personnes mises en examen pour les procédures correctionnelles, notamment celles assurées devant les juridictions pour mineurs, les procédures prévues par l'ordonnance n°45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, et enfin, l'entretien de l'avocat avec la personne placée en garde à vue.

La présente circulaire, qui annule et remplace celle du 23 septembre 1992 a pour objet de préciser le contenu des protocoles, ainsi que les conditions et les effets de leur homologation.

./...

## 1 - DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES AU CONTENU DES PROTOCOLES

La diversité des données locales et le souci de privilégier la recherche d'une dynamique contractuelle conduisent à écarter toute solution consistant en l'élaboration d'un protocole type. En revanche, il convient d'en préciser les principes directeurs et la liste des principales questions à traiter.

### 1.1. LES PRINCIPES DIRECTEURS

Assurer une meilleure organisation de la défense est nécessairement une oeuvre commune au barreau et à la juridiction. La définition et la mise en place de mécanismes nouveaux impliquent l'acceptation mutuelle de contraintes et d'exigences nouvelles.

#### 1.1.1. Développer le partenariat entre les juridictions et les barreaux.

L'élaboration des protocoles doit être précédée d'une étroite concertation entre le barreau et l'ensemble des partenaires au sein de la juridiction, qu'il s'agisse des magistrats du parquet et du siège ou des greffiers et avec les autres services intéressés (administration pénitentiaire, police, gendarmerie, services sociaux).

Cette concertation doit, en premier lieu, identifier des objectifs prioritaires notamment quant aux procédures ou aux publics concernés. A ce titre, la priorité réaffirmée dans la communication du Garde des Sceaux au conseil des ministres du 3 juin 1992 d'améliorer les réponses judiciaires à la délinquance urbaine doit conduire à rechercher une adaptation de l'organisation de la défense permettant d'assurer un traitement rapide des procédures.

En second lieu, après que chacun des partenaires aura formulé ses attentes, il conviendra de définir les exigences résultant des nouveaux modes d'organisation. S'agissant du fonctionnement des juridictions, ces exigences nouvelles porteront essentiellement sur trois points :

- accès au dossier : rapidité de la communication et de la délivrance de copies de la procédure ;
- entretien avec le prévenu ou l'inculpé détenu : améliorations à apporter aux conditions de temps ou de lieu ;
- organisation de l'audience.

./...

Les incidences matérielles des améliorations à apporter dans ces trois domaines devront être évaluées en associant tous les partenaires, et les réponses devront être recherchées en privilégiant des formules de coopération nouvelles prenant en compte les contraintes matérielles respectives.

Les chefs de juridiction veilleront également, en concertation avec le greffier en chef, à informer les fonctionnaires des services concernés des nouvelles mesures d'organisation envisagées pour la mise en application de ce protocole.

Ce partenariat doit s'inscrire dans la durée. Outre, une formalisation précise des objectifs et des engagements respectifs des parties, il y a lieu de prévoir une procédure de suivi et d'évaluation. Celle-ci doit se traduire par des rencontres périodiques, l'établissement de compte-rendus et rapports ainsi que la définition d'indicateurs quantitatifs ou qualitatifs permettant d'évaluer objectivement les actions.

#### **1.1.2. Mettre en place une organisation assurant la permanence et la qualité de la défense.**

Le mode d'organisation défini par chaque barreau, doit satisfaire à plusieurs exigences :

- l'organisation de permanences garantissant la présence d'un avocat pour assister les personnes déférées.
- une meilleure répartition de la charge de l'aide juridictionnelle entre les avocats ;
- une amélioration de la qualité de la défense.

A ce titre, il est possible de prévoir l'institution de coordinateurs ou d'animateurs chargés de veiller à la continuité de l'organisation du service, au suivi de l'exécution des missions d'aide juridictionnelle et l'organisation d'actions de formation pour les avocats du barreau participant à l'aide juridictionnelle pénale.

Devront également être prises en compte les exigences spécifiques propres aux missions de défense concernant certaines catégories de justiciables, les mineurs en particulier.

Il est souhaitable d'adapter les protocoles au volume d'activité de la juridiction. Le faible nombre prévisionnel moyen de missions par permanence peut justifier la mise en place d'une rémunération de l'astreinte selon des modalités différentes de celles prévues pour les permanences, comportant la prise en charge effective et régulière de missions d'aide juridictionnelle.

./...

**1.1.3. Mettre en place une organisation de la défense des étrangers au titre des articles 35 bis et 35 quater de l'ordonnance du 2 novembre 1945.**

Un mode d'organisation similaire à celui défini pour des procédures pénales peut être retenu sous réserve de certaines adaptations aux spécificités des conditions d'exercice de la défense en ces matières.

**1.1.4. Mettre en place les conditions de l'entretien de toute personne gardée à vue qui en fait la demande, avec un avocat.**

Il importe que l'intervention des avocats en garde à vue soit rendue possible, chaque fois qu'elle est sollicitée dans le cadre de l'article 63.4 du code de procédure pénale, soit par rattachement au système prévu pour l'assistance des personnes déférées, soit par la mise en place d'une organisation spécifique.

Dans tous les cas, il apparaît de l'intérêt de toutes les parties concernées, qu'un numéro d'appel unique, connu des services d'enquête du ressort, permette de joindre un service qui répercute l'appel sur l'avocat de permanence ou de contacter directement cet avocat.

Les facultés d'information immédiate offertes par les messageries téléphoniques ou par un simple transfert d'appel sur la ligne de l'avocat qui se tient prêt à intervenir devraient permettre d'assurer cette simplification. D'autres modalités ayant un objectif identique pourront naturellement être dégagées en fonction des besoins et des contingences locales.

Dans les ressorts dont les caractéristiques le justifient et le permettent, une sectorisation des permanences pourrait être mise en place.

## **1.2. LES QUESTIONS A TRAITER**

Au regard de ces objectifs généraux, les protocoles devront comporter un descriptif précis du dispositif arrêté dont les principales rubriques seront les suivantes :

### **.nombre des avocats concernés.**

on précisera :

- le nombre des avocats stagiaires concernés ;
- le nombre des avocats volontaires participant à l'organisation du service (hors stagiaires) ;

./...

## **1.2. LES QUESTIONS A TRAITER**

Au regard de ces objectifs généraux, les protocoles devront comporter un descriptif précis du dispositif arrêté dont les principales rubriques seront les suivantes :

**.nombre des avocats concernés.**

on précisera :

- le nombre des avocats stagiaires concernés ;
- le nombre des avocats volontaires participant à l'organisation du service (hors stagiaires) ;
- le nombre des avocats ayant suivi une formation spécialisée pour la défense des mineurs ;
- le nombre des avocats inscrits au barreau ;

**.procédures et population pénale plus particulièrement concernées par le dispositif mis en place.**

La majoration prévue par l'article 91 ne s'applique qu'aux seules missions visées aux rubriques VII et X du protocole, à l'exclusion notamment des missions afférentes à des procédures criminelles ou de police ou à l'assistance des parties civiles.

**.organisation interne du groupe d'avocats assurant la charge des missions d'aide juridictionnelle.**

A ce titre, il convient de définir les dispositifs de permanence ou d'astreinte destinées à assurer la disponibilité effective des avocats commis d'office pour les diverses missions d'aide juridictionnelle et, notamment, pour les interventions durant la garde à vue.

**.organisation des actions de formation.**

A ce titre, sera précisé le contenu des accords éventuellement conclus avec les centres de formation à la profession d'avocat et les dispositions particulières concernant les avocats stagiaires.

Par ailleurs, le contenu et les modalités d'organisation des actions de formation devront être précisées en tenant compte des exigences propres à l'intervention auprès de certaines populations dont les mineurs.

./...

**.organisation interne des services du parquet et du greffe.**

S'agissant des gardes à vue, les protocoles comporteront également un descriptif des mesures arrêtées par le parquet, les service de police et de gendarmerie.

Sous cette rubrique, devront également être précisées les modifications apportées au travail des magistrats et fonctionnaires (horaires de travail, permanences) et à la répartition des effectifs des magistrats et fonctionnaires.

**.moyens matériels nouveaux mis à la disposition de la nouvelle organisation.**

Le coût des matériels supplémentaires nécessaires (photocopieurs, consoles informatiques, matériels de bureau divers) et les moyens de financement envisagés devront être évalués ainsi que les moyens matériels et logistiques mis à la disposition des avocats pour le déplacement sur les lieux de garde à vue.

**.conditions de rémunération des avocats assurant les missions d'aide juridictionnelle, et des avocats coordinateurs ; moyens matériels et logistiques mis à la disposition des avocats.**

Le règlement ne peut intervenir que sur remise d'une fiche attestant que la permanence ou l'astreinte a été effectuée.

Si les coordinateurs éventuels peuvent cumuler un forfait spécifique avec celui attribué au titre des permanences, ce cumul, sans être exclu par principe, doit être limité.

**.procédures d'évaluation**

Afin d'apprécier la réalisation des objectifs qui ont fait l'objet des engagements pris, chaque protocole indiquera les procédures d'évaluation internes (propres au barreau) ou externes (en liaison avec la juridiction) mises en place.

Celles-ci pourront aboutir à l'élaboration de comptes-rendus périodiques adressés à la juridiction et au conseil départemental de l'aide juridique.

Le directeur départemental de la protection judiciaire de la jeunesse sera associé à l'élaboration et à l'évaluation de l'application des protocoles intéressant l'organisation de la défense pénale des mineurs.

./...

Pour les gardes à vue, ces procédures devront comporter une analyse statistique des demandes d'intervention et des interventions effectuées, ainsi qu'une évaluation des temps d'astreinte, de déplacement et d'intervention des avocats.

Un rapport annuel sera communiqué aux chefs du tribunal de grande instance, pour observations, et transmis ensuite au Conseil Départemental de l'aide juridique.

### 1.3. LES CONDITIONS DE L'HOMOLOGATION

L'homologation des protocoles est effectuée par arrêté du Garde des Sceaux après examen au fond de leurs dispositions et de l'annexe financière qui doit être jointe.

Cet examen au fond est susceptible de donner lieu à certaines observations destinées à compléter ou préciser certains éléments du dispositif prévu.

Sur le plan financier, la majoration de la part contributive de l'Etat pour les missions d'aide juridictionnelle répond au souci d'ajuster l'effort financier de l'Etat en fonction des coûts réels générés par ces dispositifs pour le barreau et les avocats assurant ces missions. En conséquence, un budget prévisionnel particulier sera établi.

### 1.4. L'ANNEXE FINANCIERE

#### 1.4.1. Dépenses :

.le montant des rémunérations forfaitaires liées aux temps de permanence ou d'astreinte assurés par les avocats.

En effet, sans exclure totalement une rémunération fondée sur le nombre des missions d'aide juridictionnelle effectuées au cours d'une permanence, il apparaît qu'une juste rémunération des sujétions des temps de permanence ou d'astreinte implique l'existence de mécanismes de péréquation.

Si le nombre des interventions peut constituer un facteur de majoration dans le calcul de la rétribution, il est souhaitable d'exclure un système de rétribution à l'acte qui, compte tenu de la diversité des situations, peut être générateur de disparités excessives de rétribution.

En matière de garde à vue, il est souhaitable de prévoir une rémunération mixte comportant un forfait pour le temps d'astreinte et un forfait par déplacement. En toute hypothèse, il convient d'exclure un système de rémunération à l'acte fondé sur le nombre d'entretiens.

./...



.le cas échéant, le montant des rémunérations forfaitaires allouées aux avocats assurant des missions d'animation et de coordination du dispositif.

.le coût des moyens logistiques mis à disposition par le barreau au bénéfice des avocats assurant ces missions :

Outre des moyens matériels (téléphone, télécopie, photocopieur), un personnel de secrétariat (à temps plein ou partiel) ou le concours d'autres personnels (interprètes notamment) peut être prévu. S'agissant des moyens matériels, le coût pris en compte sera non pas le coût d'achat, mais le coût d'amortissement des frais (en principe, amortissement linéaire sur cinq ans). S'agissant des moyens informatiques, le coût pris en compte sera celui du matériel utilisé pour la gestion du sous-compte "ordre" à l'exclusion de tout autre.

.le coût des actions de formation.

#### 1.4.2. Recettes :

.part contributive de l'Etat pour les missions assurées par les avocats participant à l'organisation de la défense prévue par le protocole pour les seules missions rémunérées dans le cadre de permanences sur des bases forfaitaires.

.le montant de la contribution supplémentaire de l'Etat égale à 30 % au plus de la part contributive allouée pour les missions d'aide juridictionnelles visées aux rubriques VII et X du barème prévu à l'article 90 du décret du 19 décembre 1991, achevées au cours de l'année 1993 et effectuées par l'ensemble des avocats du barreau.

Sur ces deux points, il est apporté une modification importante par rapport aux dispositions de la première circulaire. Désormais, l'assiette de la majoration englobe toutes les missions visées aux rubriques VII et X du barème et non plus les seules missions effectuées par les avocats stagiaires ou volontaires participant au dispositif prévu par le protocole.

En contrepartie, il sera tenu compte, dans la fixation du taux de majoration, du champ du dispositif prévu par le protocole et du nombre des avocats concernés.

.le montant des concours financiers apportés par l'ordre des avocats ou les centres de formation professionnelle des avocats.

\* \* \*

\*

./...

L'économie de l'organisation des permanences et le montant des rémunérations forfaitaires seront adaptés au volume d'activité de la juridiction afin de rechercher un équilibre financier.

Les dépenses et les recettes seront calculées sur une même période de temps.

Afin de faciliter l'établissement de cette annexe financière, notamment pour la prise en compte des mécanismes de la T.V.A., vous pourrez vous appuyer sur le canevas type présenté en annexe 1.

#### 1.5. LES EFFETS DE L'HOMOLOGATION

Afin d'assurer une certaine permanence aux dispositifs s'effectuer dans le temps, l'homologation est effectuée pour une durée de trois ans.

Toutefois, le quantum de la majoration appliqué à la part de dotation correspondant aux missions des rubriques VII et X de l'article 90 du décret sera arrêté annuellement. Pour les protocoles conclus en cours d'année, le quantum de majoration sera réduit au prorata temporis en fonction de la date de signature du protocole. Il pourra ensuite être révisé en fonction de la confrontation du budget prévisionnel et des résultats de chaque exercice.

Par ailleurs, l'homologation pourra être retirée dès lors que les engagements pris par les parties au protocole ne seraient pas respectés.

Sur le plan comptable, il devra être prévu, au sein du compte spécial prévu à l'article 29 de la loi du 10 juillet 1991, un sous-compte "Ordre" sur lequel seront portés l'inscription individualisée par avocat des attestations remises et le versement, pour chaque mission, de la part contributive de l'Etat majorée de la taxe à la valeur ajoutée (T.V.A.) en fonction de la situation de l'avocat ayant assuré cette mission.

Un compte particulier "Ordre", externe au compte spécial, sera parallèlement créé (cf annexe 2). Y seront inscrits :

##### .en recettes :

- les versements opérés à partir du sous-compte "Ordre" du compte spécial de la part contributive de l'Etat pour les missions d'aide juridictionnelle assurées par des avocats rémunérés dans le cadre de permanences sur des bases forfaitaires.

./...

Le montant de la part contributive est majoré ou non de la T.V.A. en fonction de la situation fiscale de l'avocat ayant assuré la mission.

- le produit des majorations calculées sur la base du taux prévu par l'arrêté d'homologation.

**.en dépenses :**

- les rétributions forfaitaires (TVA incluse) versées par l'ordre :

- aux avocats pour les missions d'aide juridictionnelle,

- aux avocats pour les interventions lors de la garde à vue.

- aux avocats coordinateurs.

- les dépenses correspondant aux moyens logistiques mis à disposition des avocats par le barreau.

L'existence de deux comptes répond au souci de ne pas modifier l'économie de la gestion du compte spécial et en conséquence, des logiciels créés à cet effet.

S'agissant de la T.V.A., il convient de prévoir un mécanisme d'ajustement entre le montant de la T.V.A. inscrit au crédit du compte particulier Ordre et celui inscrit au débit du même compte.

Si le montant de la T.V.A. versé à l'ordre à partir du compte spécial est supérieur à celui versé effectivement au titre des rétributions forfaitaires, l'ordre reverse le solde sur le compte spécial.

Dans le cas inverse, si la T.V.A. effectivement facturée au titre des rétributions forfaitaires est supérieure à celle versée à partir du compte spécial, il convient d'effectuer un versement complémentaire au bénéfice de l'ordre à partir du compte spécial. Cet ajustement ne peut, évidemment, conduire à imputer au compte spécial un montant de T.V.A. excédant celui correspondant au cumul des parts contributives majorées dues par l'Etat.

Afin de s'assurer de la régularité de ces écritures, des justificatifs détaillés de la T.V.A. facturée à l'ordre par les avocats devront être fournis.

./...

Ce dispositif de suivi ne s'applique qu'aux seules contributions versées par l'Etat. Il pourra être complété, à l'initiative des barreaux, par des dispositions propres aux conditions de versement d'honoraires complémentaires en cas d'aide juridictionnelle partielle. En effet, le versement par le barreau d'honoraires à caractère forfaitaire peut s'accompagner, selon les règles fixées dans la convention passée entre l'avocat et l'ordre, d'un reversement total ou partiel à l'Ordre des honoraires complémentaires versés par les clients bénéficiant de l'aide juridictionnelle partielle.

En toute hypothèse, la comptabilité de telles opérations ne relève pas du compte spécial, mais de la comptabilité de l'ordre.

## **2 - DISPOSITIONS TRANSITOIRES**

### **2.1. PRINCIPES DIRECTEURS**

La possibilité pour l'avocat de s'entretenir avec la personne gardée à vue doit être intégrée dans le dispositif d'ensemble prévu par la loi du 10 juillet 1991 et le décret d'application modifié du 19 décembre 1991 afin de s'inscrire dans une action globale d'amélioration de l'organisation de la défense.

Toutefois, afin de faciliter la mise en oeuvre rapide de l'indemnisation des interventions des avocats en garde à vue, des protocoles limités à l'organisation de ces interventions pourront être homologués pour une durée limitée à l'année 1993.

Dans ce cas, le taux plafond de la majoration sera limité à 10 %. Pour les protocoles conclus avant le 15 juin 1993, il ne sera pas procédé à une réduction au prorata temporis (cf. § 1.5.)

### **2.2. QUESTIONS A TRAITER**

Les protocoles devront comporter un descriptif précis du dispositif arrêté dont les principales rubriques seront les suivantes :

- **nombre des avocats concernés** : nombre des stagiaires et avocats volontaires ;
- **organisation interne pour la prise en charge de ces missions** ;

./...

- mesures arrêtées par le parquet ou les services de police et de gendarmerie ;
- conditions de rétribution des avocats et moyens matériels et logistiques mis à leur disposition ;
- procédures d'évaluation.

Ces procédures devront comporter une analyse statistique des demandes d'interventions et des interventions effectuées, une évaluation des temps d'astreinte, de déplacement et d'intervention des avocats.

### 2.3. LES CONDITIONS DE L'HOMOLOGATION

cf supra paragraphes 1.3 à 1.5.

\* \* \*

\*

## 3 - CAS DES PROTOCOLES DEJA HOMOLOGUES

Les barreaux dont le protocole d'organisation de la défense pénale est déjà homologué pourront conclure des avenants relatifs aux conditions d'intervention pendant la garde à vue. Ces avenants devront satisfaire aux mêmes conditions que les protocoles conclus dans le cadre transitoire (voir supra 2 - dispositions transitoires). Ils pourront être révisés à la fin de l'année 1993.

Ces protocoles seront, pour l'année 1993, régis par les nouvelles dispositions de la présente circulaire.

\* \* \*

\*

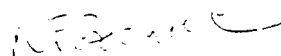
./...

Les dossiers de demande d'homologation devront être transmis, après avis des chefs de cours sous le double timbre de la Direction des services judiciaires (Sous-Direction de l'organisation judiciaire et de la programmation - Bureau du Fonctionnement des juridictions AB2), et de la Direction de l'administration générale et de l'équipement (Bureau de la Gestion Financière, DAGE).

L'instruction de ces dossiers sera effectuée en concertation avec les directions concernées et devra permettre de s'assurer notamment que les protocoles comportent toutes les mesures d'organisation nécessaires pour assurer le bon fonctionnement des juridictions.

Pour le Garde des Sceaux,  
Ministre de la Justice

Le Directeur du Cabinet



Marie-Françoise BECHTEL

## ANNEXE 1

### BUDGET PREVISIONNEL

- Les dépenses et les recettes sont calculées sur une même période de temps ;

- La date d'application du protocole est précisée si elle est différente de la date de la signature.

#### I. Dépenses

- Indemnités versées aux avocats (HT)

- indemnités de permanence ou d'astreinte
- indemnités des avocats coordinateurs (le cas échéant)

- Moyens matériels et frais de fonctionnement (TTC)

dont - amortissement des frais de première installation et du matériel informatique utilisé pour la gestion du sous-compte "ordre" (en principe : amortissement linéaire sur 5 ans).

- Actions de formation.

#### II. Recettes

- Part contributive de l'Etat pour les missions assurées par les avocats participant à l'organisation de la défense pénale et rémunérés sur des bases forfaitaires (HT).

- Majoration au titre du protocole.

- Concours extérieurs (le cas échéant).

.../...

### III. Solde hors TVA

- Dépenses - Recettes

### IV. Balance TVA (régularisation de l'avance)

- Dépenses : TVA avocat versée par l'ordre (taux moyen calculé en fonction de la situation locale)
- Recettes : provision TVA versée par l'Etat sur la base forfaitaire d'un taux de 4,4%
- Balance TVA : Dépenses - Recettes

### V. Bilan global

- Solde hors TVA - Balance TVA



# ANNEXE 2

----

Mécanisme du compte spécial et du compte particulier "ORDRE".

COMPTE SPECIAL	
Missions hors protocole	
	<u>SOUS COMPTE ORDRE</u> - Missions effectuées dans le cadre du protocole donnant lieu à une rétribution forfaitaire <input type="checkbox"/> Part contributive HT <input type="checkbox"/> TVA (si avocat assujetti)

COMPTE PARTICULIER ORDRE	
RECETTES	DEPENSES
* Part contributive correspondant aux missions inscrites dans le sous-compte ORDRE * TVA sur part contributive * Majoration versée au titre du protocole	* Rétributions forfaitaires versées aux avocats * TVA sur versement forfaitaire * Dépenses logistiques du barreau

## ANNEXE 3

### **I - PRESENTATION DES AUTRES DISPOSITIONS DU DECRET N° 93.727 DU 29 MARS 1993.**

Ces dispositions ont pour objet d'une part, de fixer les rétributions des avocats, huissiers et commissaires priseurs pour les procédures introduites par la loi du 9 juillet 1991 et le décret du 31 juillet 1992 relatifs à la réforme des procédures civiles d'exécution et d'autre part, de préciser les conditions de rétribution des avocats pour les procédures devant la chambre d'accusation.

#### **1. RETRIBUTION DES AVOCATS**

##### **1.1. Procédures devant le juge de l'exécution**

- procédure ordinaire : 14 UV et majorations possibles  
(cf. rubrique III.2)
- procédure avec renvoi en  
collégialité : 20 UV et majorations possibles  
(article L 311-12-2 du (cf. rubrique III.1)  
code de l'organisation  
judiciaire)
- difficultés d'exécution : 2 UV, pas de majoration  
(article 34 du décret du (cf. rubrique nouvelle III.6)  
31 juillet 1992)

##### **1.2. Procédures devant la chambre d'accusation**

Création d'une rubrique nouvelle pour la rétribution des avocats désignés pour des procédures devant la chambre d'accusation (y compris extradition).

Rubrique IX.2: 4 UV

Il convient de souligner que, pour les procédures donnant lieu à un appel ou à un deuxième examen (instruction criminelle) devant la chambre d'accusation, la part contributive de l'Etat ne comporte aucune majoration à ce titre. Elle est celle prévue pour l'ensemble de la phase procédurale à l'intérieur de laquelle est intervenue la chambre d'accusation (cf. nota 6 mentionné pour les procédures d'instruction criminelle (VI.1) et correctionnelle (VII.2, VII.3 et VII.4).

./...

## **2 - RETRIBUTION DES HUISSIERS DE JUSTICE ET COMMISSAIRES PRISEURS.**

Pour l'intervention des huissiers de justice ou des commissaires priseurs dans la procédure de distribution des deniers, la rétribution versée par l'Etat est d'un montant égal à deux fois celui de l'unité de valeur de base fixée par la loi de finances soit 256 F (128 F x 2) pour 1993.

Il y a lieu de souligner que dans ces deux cas les attestations de fin de mission doivent porter l'indication de la somme due en francs et non le nombre d'unités de valeur.

Le tableau modifié de l'article 90 du décret du 19 décembre 1991 est joint à la présente annexe.

## **II - INCIDENCES DE LA LOI N°93-2 DU 4 JANVIER 1993 PORTANT REFORME DE LA PROCEDURE PENALE SUR LES CONDITIONS DE RETRIBUTION DES AVOCATS POUR LES PROCEDURES D'INSTRUCTION**

La rétribution pour le débat contradictoire devant le juge d'instruction (cf. rubrique VII.1) s'applique désormais à la phase procédurale correspondant à l'application des articles 145 et 137-1 du code de procédure pénale c'est-à-dire à l'intervention successive du juge d'instruction et du juge délégué pour décider d'une mise en détention provisoire. L'attestation de fin de mission susceptible d'être établie à la fin de cette phase demeure délivrée par le greffier d'instruction.

S'agissant de l'assistance de l'avocat lors de la mise en examen, elle ne fait pas l'objet d'une rétribution particulière.

En effet, elle constitue une phase de la procédure d'instruction qui, hormis la phase du débat contradictoire donne lieu à une rétribution globale. Dans l'hypothèse où l'avocat assistant la personne mise en examen serait, ensuite, remplacé par un autre avocat, il y aurait lieu de faire application des dispositions du paragraphe V. 1.1.4. - Cas particuliers - de la circulaire du 23 décembre 1991.

Conformément à ces dispositions, la contribution de l'Etat est partagée entre les avocats étant intervenus dans la procédure : ce partage est effectué à l'amiable et, à défaut d'accord, dans la proportion fixée par le bâtonnier. Dans le cas où les avocats n'appartiennent pas au même barreau, la décision est prise conjointement par les bâtonniers des barreaux concernés. L'attestation est délivrée à l'avocat en charge du dossier en fin de la procédure.

annexe.dir

**DE LA CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA RETRIBUTION DES AVOCATS  
ET DES OFFICIERS PUBLICS OU MINISTERIELS,  
(article 90 du décret du 19 décembre 1991)**

PROCEDURES	Coefficient  de base	Majorations possibles cumulables dans la limite de 16 U V				
		Incidents (3) (dans la limite de 3 majorations)	Expertises		Vérifications personnelles du juge	Autres mesures d'instructions dont enquêtes sociales
			Sans déplacement	Avec Déplacement		
<b>I. - Droits des personnes</b>						
I.1. Divorce pour faute.....	24	3	4	9	5	2
I.2. Divorce requête conjointe(1) et autres.....	20	3	4	9	5	2
I.3. Procédure après divorce (JAM).....	10		4	9	5	2
I.4. Incapacités.....	10		4	9	5	2
I.5. Assistance éducative.....	8					
I.6. Autres demandes (cf. III).....						
<b>II. - Droit social</b>						
II.1. Prud'hommes.....	20		4	9	5	2
II.2. Prud'hommes avec départage	24		4	9	5	2
II.3. Référé prud'homal.....	8		4	9	5	2
II.4. Référé prud'homal avec départage.....	12		4	9	5	2
II.3. Tribunal des affaires de sécurité sociale.....	14		4	9	5	2
II.4. Autres demandes (cf. III).....						
<b>III. - Autres matière civiles</b>						
III.1. Tribunal de grande instance et tribunal de commerce et instance au fond(4).....	20	3	4	9	5	2
III.2. Autres juridictions instances au fond(5).....	14		4	9	5	2
III.3. Référés.....	8		4	9	5	2
III.4. Matière gracieuse.....	8					
III.5. Requête.....	4					
III.6. Difficultés d'exécution devant le juge de l'exécution.	2					
<b>IV. - Appel</b>						
IV.1 Appel.....	14(2)	3	4	9	5	2
IV.2 Appel avec référé.....	18(2)	3	4	9	5	2

(1) Porté à 35 UV quand le même avocat représente deux époux et que ceux-ci ont tous deux l'aide juridictionnelle.

(2) Ces coefficients sont portés respectivement à 20 et à 24 en cas de procédure d'appel sans représentation obligatoire.

(3) Ces incidents sont ceux qui donnent lieu, après discussion contradictoire, à une décision du magistrat chargé de l'instruction de l'affaire, dans les cas prévus au 1° à 4° de l'article 771 du nouveau code de procédure civile et aux articles 911, 912 et 944 du même code.

(4) Ainsi qu'en cas de renvoi à la formation collégiale (article L.311-12-2 du code de l'organisation judiciaire).

(5) Compris le juge de l'exécution.

PROCEDURES		Coefficient
<b>V. - Partie civile (1)</b>		
V.1. Assistance d'une partie civile ou d'un civillement responsable devant une juridiction du premier degré.....		8
V.2. Assistance d'une partie civile ou d'un civillement responsable devant le tribunal de police (1ère classe à 4ème classe).....		2
V.3. Assistance d'une partie civile ou d'un civillement responsable devant la chambre des appels correctionnels.....		13
V.4. Assistance d'une partie civile ou d'un civillement responsable devant la cour d'assises (2).....		24
En cas de pluralité d'avocats commis ou désignés d'office pour assister une personne à l'occasion des procédures pénales prévues dans la présente rubrique, une seule contribution est due.		
<b>VI. - Procédures criminelles</b>		
VI.1. Instruction criminelle (6).....		50
VI.2. Assistance d'un accusé devant la cour d'assises majeurs ou mineurs, tribunal pour enfants statuant au criminel (2).....		40
<b>VII. - Procédures correctionnelles</b>		
VII.1. Débat contradictoire (J.I. et J.E.) comparution devant le juge délégué.....		2
VII.2. Instruction correctionnelle avec détention provisoire (J.I. et J.E.) (6).....		20
VII.3. Instruction correctionnelle sans détention provisoire (J.I.) (6).....		12
VII.4. Instruction correctionnelle sans détention provisoire (J.E.) avec renvoi devant le tribunal pour enfants (6).....		12
VII.5. Assistance d'un prévenu dans le juge des enfants (audience de cabinet) (3).....		3
VII.6. Assistance d'un prévenu dans le tribunal correctionnel ou le tribunal pour enfants (3).....		4
<b>VIII. - Procédures contraventionnelles</b>		
Assistance d'un prévenu devant le tribunal de police (5ème classe) (3).....		2
<b>IX. - Procédures d'appel et autres procédures devant la chambre d'accusation</b>		
IX.1. Assistance d'un prévenu devant la chambre des appels correctionnels (3).....		4
IX.2. Autres procédures devant la chambre d'accusation (y compris extradition).....		4
Les prestations devant la chambre d'accusation et les tribunaux des forces armées sont rétribuées de la même façon que pour la phase procédurale à l'occasion de laquelle ils sont amenés à statuer.		
<b>X. - Procédures prévues dans l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France.</b>		
X.1. Article 35 bis.....		2
X.2. Article 35 quater (3 bis).....		2
<b>XI. - Tribunal administratif et cour administrative d'appel</b>		
XI.1. Affaires au fond (4).....		20
XI.2. Sursis à exécution (5).....		6
XI.3. Référé.....		8
XI.4. Constat d'urgence.....		4
XI.5. Reconduite d'étrangers à la frontière.....		6
<b>XII. - Commission des recours des réfugiés</b> .....		8
<b>XIII. - Autres juridictions administratives sauf Conseil d'Etat</b> .....		14
<b>XIV. - Commissions administratives</b>		
XIV.1. Commission d'expulsion des étrangers.....		6
XIV.2. Commission de séjour des étrangers.....		6
<p>(1) V.1 et V.4 sont cumulables.</p> <p>(2) Majoration possible : 12 UV par jour supplémentaire.</p> <p>(3) Majoration en cas de présence d'une partie civile assistée d'un avocat : 3 UV</p> <p>(3 bis) Majoration en cas d'audience dans l'emprise portuaire ou aéroportuaire : 1 UV</p> <p>(4) Majorations possibles cumulables dans la limite de 16 UV en cas :</p> <p>    D'expertise sans ou avec déplacement : 4 UV ou 9 UV ;</p> <p>    Visite des lieux ou enquêtes : 5 UV.</p> <p>(5) Lorsque la demande de sursis donne lieu à un jugement ou un arrêt distinct.</p> <p>(6) Une seule contribution est due pour l'assistance de la partie lors de l'ensemble de la phase procédurale visée, que la chambre d'accusation ait été ou non saisie.</p>		